

DU POSSIBLE, SINON J'ÉTOUFFE! L'ÉCOLOGIE POLITIQUE AU TEMPS DES CATASTROPHES

Abstract: L'histoire de l'écologie politique, telle qu'elle s'est déroulée en France au cours des deux dernières décennies, peut être interprétée comme étant orientée par une contestation progressive du rôle de l'expertise scientifique dans la détermination exclusive des actions qu'il convient d'entreprendre pour faire face à la crise environnementale. Une telle évolution est salutaire en ce qu'elle a libéré un espace de réflexion et d'action politique. Or la configuration actuelle du problème du réchauffement climatique est telle qu'elle menace de faire perdre cet avantage. Aussi convient-il de travailler à reconfigurer la crise écologique pensée sous les espèces du réchauffement climatique afin de pouvoir donner un sens à ce qui nous arrive et ainsi donner consistance au présent de l'action et de l'initiative.

Mots clés: Expertise scientifique, réchauffement climatique, écologie politique

„Du possible, sinon j'étouffe!” Gilles Deleuze aurait aimé cette belle formule qui donne son titre au tract que les intermittents du spectacle et précaires d'Ile-de-France ont diffusé il y a quelques années pour faire connaître les motifs de leur grogne¹. Du possible – c'est-à-dire non pas nécessairement une perspective d'avenir riante, celles des lendemains qui chantent, mais plus modestement, et de manière plus *vitale* aussi bien, une restauration des puissances d'agir, de sentir, d'imaginer et de penser, un renouvellement des capacités de faire et de défaire des mondes.

Deux caractéristiques remarquables autorisent à tenir l'expérience des intermittents en France pour révélatrice d'une situation politique globale. Tout d'abord, la façon dont ils ont été considérés par le pouvoir en place, à savoir comme des surnuméraires. Trop nombreux sont les intermittents du spectacle. Mais trop nombreux

¹ Disponible en ligne à l'adresse suivante: www.cip-idf.org/IMG/doc/Du_possible_sinon_j_etouffe.doc. Voir sur ce point l'article de M. Chollet 2004.

aussi sont les enseignants, les étudiants, les chômeurs, les inactifs, les vieux, les artistes, les journalistes de France Télévision, etc. On en vient à se demander à la longue si les politiques néolibérales contemporaines ont d'autre fonction que de fabriquer des déficits et d'utiliser les populations comme variable d'ajustement.

Mais le plus étonnant dans un tel discours est qu'il ait pu rencontrer un accueil aussi favorable auprès de l'opinion publique, laquelle en est venue à se dire, sur tous ces sujets d'actualité, qu'il n'y avait effectivement pas d'autres choix possible que de supprimer des emplois, que de réduire les aides sociales, que d'augmenter le temps de travail, que d'alléger les charges patronales, etc. C'est qu'" il faut bien réformer", n'est-ce pas, et en cette affaire le mieux est toujours l'ennemi du bien. Il en va en effet de deux choses l'une: soit moins de droits sociaux, soit plus de chômeurs; soit des salaires revus à la baisse, soit des délocalisations ; soit les OGM, soit la perte de compétitivité de l'agriculture européenne; soit les brevets, soit pas de recherche.

Telles sont quelques-unes des "alternatives infernales", comme les appellent Isabelle Stengers et Philippe Pignarre, que le discours néolibéral aime à multiplier, et par lesquelles trop souvent nous nous laissons piéger, capturer, envoûter (Pignarre, Stengers 2005). Tout l'intérêt du mouvement des intermittents, de ce point de vue, a tenu à l'étonnante capacité de résistance qu'il a manifesté, et qui s'est traduite par la tentative de réouverture d'un espace de possibles. En lisant collectivement le protocole de réforme, en confrontant les rapports des experts aux pratiques d'emploi et aux savoirs des uns et des autres, les intermittents ont produit une contre-expertise qui a permis de déplacer le combat sur le terrain même de la production de savoir.

A ce titre – et c'est là sa seconde caractéristique remarquable – ce mouvement est à la fois exemplaire et symptomatique des nouvelles formes de lutte et d'un sens renouvelé de l'action politique. N'est-ce pas de cette même manière que les eurosceptiques ont su "résister" au projet de constitution européenne en se réunissant pour organiser des séances de lecture du traité? N'est-ce pas de cette manière encore que les citoyens sont parvenus à faire bégayer les experts et autres *stakeholders* des industries agroalimentaires en s'opposant en connaissance de cause à la diffusion des OGM? N'est-ce pas de cette manière que les "usagers de drogue non repentis" des

Pays-Bas, les associations de victimes de l'épidémie de sida, le collectif sans ticket de Bruxelles, etc., se sont donnés les moyens de poser les questions qui les concernent en élucidant les diverses dimensions de la situation où ils se trouvent²?

En fabriquant et en échangeant des savoirs, en mobilisant de nouvelles associations et agencements spécifiques – bref, en transformant, comme le dit Marx, leurs “forces propres” en “forces sociales”³, – les collectifs d'usagers sont parvenus à donner de l'importance à des savoirs négligés et à faire entendre des nouvelles questions qui ont contribué à mieux situer la pertinence et les limites des expertises officielles, et surtout à faire surgir du possible là où l'idéologie fataliste que véhicule le discours néolibéral s'emploie systématiquement à n'en faire apparaître aucun.

C'est en cette dernière opération que consiste la “barbarie” que dénonce Isabelle Stengers: l'absence de résistance, la quasi-résignation sagement entretenues dans nos pays modernes face à un capitalisme prédateur qui continue de “confier au libre marché mondialisé la charge de l'avenir de la planète, quitte – c'est désormais à l'ordre du jour – à ‘réguler’ pour éviter les ‘excès’” (Stengers 2009: 27). “Un autre monde est possible”, criaient ensemble les manifestants réunis à Seattle en novembre 1999 à l'occasion d'un Sommet de l'OMC – un monde différent de celui où règne une compétition généralisée, une guerre économique de tous contre tous, “où chaque individu, nation, région du monde, doit accepter les sacrifices nécessaires pour avoir le droit de survivre” (Stengers 2009: 30).

Ce qui est visé dans cette dénonciation, c'est l'autonomisation grandissante des champs constitués par les pratiques humaines, c'est-à-dire ce que Marx désignait parfois du terme de *Naturwüsi- chgkeit*, soit le caractère de quasi-nature qu'acquièrent les systèmes

² I. Stengers s'est intéressée et a étudié de près certains de ces mouvements. Sur les *Junkiebonden*, voir *Drogues. Le défi hollandais*, 1991; sur le collectif sans ticket, voir sa préface dans *Le Livre-Accès*, 2001.

³ K. Marx 1982: 373, „A propos de la question juive“. Le texte est le suivant: „C'est seulement lorsque l'homme individuel, réel, aura recouvré en lui-même le citoyen abstrait et qu'il sera devenu, lui, homme individuel, un être générique dans sa vie empirique, dans son travail individuel, dans ses rapports individuels; lorsque l'homme aura reconnu et organisé ses forces propres comme forces sociales et ne retranchera donc plus de lui la force sociale sous l'aspect de la force politique; c'est alors seulement que l'émancipation humaine sera accomplie“.

produits par l'action des hommes. Marx, dans l'analyse qu'il en proposait et qui sera reprise par Max Weber, privilégiait la forme économique du phénomène: la division du travail, sous l'autorité du marché, était selon lui la cause de la pétrification de l'activité sociale en une puissance objective qui domine les hommes et échappe à leur contrôle:

Le propre acte de l'homme se dresse devant lui comme une puissance étrangère qui l'asservit, au lieu que ce soit lui qui la maîtrise. (...) Cette activité sociale qui s'immobilise, ce produit de nos mains qui se change en un pouvoir matériel qui nous domine, échappe à notre contrôle, contrarie nos espoirs, ruine nos calculs – ce phénomène là est un des moments capitaux du développement historique jusqu'à nos jours. La puissance sociale, c'est-à-dire la force productive multipliée résultant de la coopération imposée aux divers individus par la division du travail, apparaît à ces individus – dont la coopération n'est pas volontaire, mais naturelle – non comme leur propre puissance conjuguée, mais comme une force étrangère, située en dehors d'eux, dont ils ignorent les tenants et les aboutissants (...) (Marx 1982: 1065).

Pendant bien longtemps, en France et dans quelques-autres pays européens, il semble que l'on ait eu tendance à régler les problèmes environnementaux selon cette logique au fond toute technocratique, par le biais d'une délégation permanente d'expertise excluant de fait le citoyen de toute participation à un éventuel débat. Pour prendre un exemple, chacun se souvient sans doute l'affaire Sandoz en 1986 – “Sandoz”, du nom de l'entreprise pharmaceutique dont l'un des entrepôts a brûlé en déversant dans le Rhin des dérivés organiques de mercure et des esters phosphoriques, provoquant une énorme hécatombe de poissons, détruisant les écosystèmes, rompant les équilibres, etc.: une véritable catastrophe écologique. Le problème était suffisamment bien identifié dans sa nature et dans ses conséquences pour que le débat puisse se porter presque exclusivement sur la riposte scientifique et politique à adopter pour atténuer les effets de la pollution et la maîtriser. L'expertise scientifique était rendue nécessaire pour clarifier les causalités, déterminer le seuil limite des atteintes à l'environnement, mesurer le degré de pollution

de l'eau, etc. Quant aux politiques, leur intervention était requise pour interdire la pêche, pour mettre en place un comité d'experts en vue d'évaluer les dégâts, pour obtenir un dédommagement financier avec l'entreprise Sandoz (qui s'est élevé à 46 millions de francs).

Pendant cette période et jusqu'à la fin des années 1980, l'on a cru ainsi pouvoir régler les problèmes écologiques au moyen de la combinaison gagnante politique+scientifique+juridique. Il est nécessaire, disait-on alors, de promulguer un certain nombre de lois, de mettre en place par exemple une fiscalité incitative afin de contraindre les consommateurs à adopter d'autres habitudes de consommation; il est nécessaire également d'empêcher les industriels de déverser des produits toxiques dans nos rivières; il est indispensable, enfin, pour pouvoir agir efficacement, de solliciter des études d'impact, de demander aux savants de mettre au point des procédés de recyclage ou d'enfouissement sécurisé des déchets nucléaires, etc.

La fonction de l'expertise scientifique, après avoir été publiquement reconnue, s'est progressivement institutionnalisée dans des procédures juridiques et politiques de la rationalité desquelles elle se porte garante. L'intégration de l'environnement dans le champ du politique a ainsi conduit à une rationalisation du politique dans ses relations à la nature – la science fournissant toute une gamme d'outils de connaissance et d'évaluation (qui vont des audits environnementaux aux analyses de cycle de vie et autres "indicateurs environnementaux") en vue d'améliorer les conditions de choix des responsables politiques et administratifs⁴.

Mais l'on s'est rapidement aperçu que l'on ne pouvait décemment pas se contenter de poser les problèmes de cette manière, parce que, par construction, les problèmes environnementaux ne sont pas seulement des problèmes qui concernent les hommes politiques et les experts. En admettant que la combinaison gagnante politique+scientifique+juridique soit valable pour les problèmes écolo-

⁴ Sur la construction des „indicateurs environnementaux“ à la fin des années 1980, voir Rumpala 2003: 304-13. P. Lascoumes a montré que la réalité des prises de décision politique est en fait assez éloignée de ce programme. Son enquête révèle que la préservation de l'environnement n'a nullement été à cette époque un objectif direct, mais bien plutôt la résultante indirecte d'un ajustement plus ou moins cohérent d'intérêts et de valeurs divergents, comme si le but était «de concilier tout avec tout, sans oublier leurs contraires» (Lascoumes 1994).

giques de “première génération”, elle est en revanche notoirement insuffisante pour résoudre les problèmes de “seconde génération”, c’est-à-dire ceux qui, précisément, caractérisent la crise environnementale contemporaine.

Les problèmes de “seconde génération” ont pour caractéristique commune d’être mal identifiés, au plan scientifique, dans leur nature, dans leurs causes et dans leurs conséquences. Il ne s’agit plus seulement alors pour les experts d’évaluer la portée des risques environnementaux et de déterminer les conditions sous lesquelles il est possible de les prévenir ou de les maîtriser, mais plus radicalement de *faire exister* les problèmes environnementaux comme tels dans l’espace de la société. Les fuites de radioactivité, les pluies acides, le trou dans la couche d’ozone, les changements climatiques consécutifs à l’augmentation de l’effet de serre, etc., constituent autant de problèmes dont l’existence même est révélée par les scientifiques – on ne sent pas plus le DDT dans son café qu’on ne goûte l’ESB dans son steak⁵. Le fait même qu’il y ait là un risque sanitaire ou environnemental doit être établi par les scientifiques, et le problème est que les scientifiques sont très loin de s’entendre entre eux sur ce sujet: ils ne s’entendent pas sur la détermination de la portée des risques, sur leurs causes, sur les conséquences. Aucune certitude n’est à attendre de la part des scientifiques dans ce registre de la connaissance où les effets induits des interventions humaines intentionnelles dans la nature, lorsqu’ils sont connus, sont essentiellement imprévisibles. Le débat reste ouvert, et les scientifiques n’ont pas le monopole de la parole: les citoyens ont leur mot à dire aussi, et il est indispensable de leur demander leur avis. Acceptent-ils que l’on cultive dans leur champ des OGM? que l’on fasse de certaines parcelles de leur champ un laboratoire à ciel ouvert? S’agit-il pour eux d’un risque social acceptable ou pas? Car, après tout, c’est tout de même sur leur territoire que cela se passe, et c’est dans leur assiette que les produits de l’industrie agrochimique atterrissent. Les

⁵ Comme l’écrivait justement J.-M. Sales: „De simples experts intervenant pour aider à trancher un problème entre intérêts contradictoires posé en leur absence, les scientifiques sont devenus des sentinelles dont la ‘veille’ est initiatrice des problèmes et, donc, constitutive de leur existence dans la société“ (Sales 1991: 289). Sur le rôle de l’expertise scientifique dans la révélation de l’effet de serre et de ses conséquences climatiques, voir l’ouvrage classique de Roqueplo 1993. Voir aussi Duclos 1989.

problèmes écologiques concernent donc tout le monde, ils engagent une conception de la société, une conception d'une destinée commune. Il n'est pas possible de régler ce genre de problèmes d'une façon purement et simplement technocratique.

De ce point de vue, les scandales sanitaires et environnementaux qui se sont multipliés tout au long des années 1990 ont été extrêmement salutaires en ceci qu'ils ont créé du politique, ils ont provoqué un réveil des citoyens, une demande de participation démocratique, qui a pris la forme par exemple des conférences citoyennes⁶. Tout d'un coup, on en est venu à se demander s'il était légitime d'abandonner telle ou telle question, telle ou telle responsabilité, telle ou telle décision, à la machine technocratique. Certains choix sont apparus comme devant être des choix collectifs, exigeant comme tels un débat public parce que ces choix impliquent des valeurs, des décisions normatives qui dépassent largement le cadre des responsabilités administratives. Un nouveau sujet est apparu sur la scène publique: un collectif d'individus venant de tous les horizons, cherchant à s'unifier pour savoir ce que doivent être les valeurs *communes* en matière d'environnement⁷.

Ce qui a longtemps manqué et qui manque encore à l'écologie politique, c'est un art de remettre en politique les affaires de l'écologie, en refusant d'emblée les termes de l'alternative infernale qui paralyse et empoisonne la pensée: soit la croissance et la compétition, soit la ruine de l'Etat et la faim dans le monde. Il reste à inventer ce que l'on pourrait appeler, à la suite d'Isabelle Stengers, une pragmatique des situations de catastrophes écologiques, c'est-à-dire un ensemble d'expériences pratiques, de techniques ou d'artifices capables de produire "les capacités collectives de se mêler des questions qui concernent l'avenir commun, et de se mêler d'abord de la manière dont ces questions sont formulées" (Stengers *ibid* 66). L'enjeu de la réflexion n'est pas, et ne peut pas être, celui de dire quel "autre monde" est possible en formulant, comme on dit, des "propositions concrètes", car "la réponse appartient à un processus de création dont il serait insensé et dangereux de sous-estimer la difficulté terrible" (Stengers *ibid* 60), mais de rendre d'abord et

⁶ Voir sur ce point l'excellent livre de D. Bourg

⁷ Sur ce changement de paradigme, voir la première partie de l'étude de Longeaux 2009.

avant tout sensible au caractère inédit de ce qui arrive et qui n'a été ni voulu ni préparé par personne, et auquel nous devons pourtant répondre.

Quelle forme politique devra revêtir cette tentative de réappropriation de nos propres capacités de penser, d'imaginer et de sentir ensemble? Celle de l'altermondialisme? de la décroissance? de l'anticapitalisme? Oui, et bien d'autres encore en s'inspirant par exemple des techniques d'*empowerment* et d'action directe qu'ont inventées les groupes d'usagers et les activistes non-violents américains, en en créant aussi de nouvelles⁸, l'ensemble constituant les premiers linéaments d'une *écologie politique de gauche* – d'une certaine gauche du moins, celle dont Gilles Deleuze disait qu'elle se distingue radicalement de la droite par ceci qu'"elle a besoin que les gens pensent" (Deleuze 2003: 173-74)⁹, qu'ils élaborent la signification politique de ce qui leur arrive, qu'ils interviennent dans un problème avec leurs propres critères et leurs propres intérêts, qu'ils créent des "trajets d'apprentissage" leur permettant de refuser les alternatives infernales et la pente obligée qu'elles construisent, le long de laquelle l'avenir devrait dévaler.

De ce point de vue, il nous semble que le défi majeur que doit affronter de nos jours l'écologie politique tient à ceci que le phénomène le plus emblématique de la crise écologique contemporaine (et aussi bien celui qui porte l'humanité à un point *critique* de son histoire), à savoir le réchauffement climatique, apparaît, pour reprendre les mots déjà cités de Marx, sous les traits précisément de cette "puissance étrangère" qui échappe absolument à notre contrôle, d'une "force étrangère" située en dehors de nous et sur laquelle nous ne pouvons plus agir. Cette "puissance étrangère" n'est pas ici d'ordre économique, elle ne ressortit pas aux "contraintes immanentes du marché", elle est d'ordre naturel: c'est la nature elle-même qui, sous l'action de l'accumulation des gaz à effets de serre, viendrait à échapper à notre contrôle, en nous condamnant à assister

⁸ Sur les techniques d'*empowerment*, voir (Stengers et Pignarre 2005: 172-81). Sur les pratiques des activistes américains, voir notamment la «sorcière néopaienne», de San Francisco, Starhawk, dont I. Stengers travaille à diffuser les travaux dans les pays francophones", Starhawk 2003, postface de I. Stengers.

⁹ Cité dans *La sorcellerie capitaliste*, *ibid*: 137. Voir aussi Pignarre 2005: 127-34.

passivement, en spectateur désœuvré, à la destruction des conditions de vie sur terre. Le réchauffement climatique ou la chronique d'une apocalypse annoncée. Il y a là un sentiment de nécessité, d'irréversibilité, le sentiment d'être en présence d'un processus inéluctable qui bloque toute initiative, qui suscite un sentiment d'impuissance. La crise climatique emporte avec elle une crise des conditions de l'action: on ne sait littéralement plus quoi faire, on ne sait plus à quel saint se vouer.

Entendons bien: il ne s'agit pas du tout de nier la réalité du réchauffement climatique, il ne s'agit pas de nier non plus la responsabilité humaine dans le changement de la composition chimique de l'atmosphère. Il ne s'agit pas davantage de mettre en doute qu'il est effectivement utile et nécessaire de chercher à minimiser les risques, par exemple en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, etc. Mais la question est de savoir si la façon dont nous *configurons* le problème de la crise climatique (au sens où Paul Ricœur parlait de configuration narrative) est la bonne et l'unique.

Il y a ici toutes sortes de problèmes. Tout d'abord, le problème tient à la représentation du changement climatique dans le langage de la catastrophe et du péril imminent. Il conviendrait de se méfier de la terminologie des "points de non retours" qui serait d'ores et déjà franchis, des "points de bascule" (*tipping points*) d'ores et déjà atteint, du seuil des deux degrés Celsius en-dessous duquel il faut absolument maintenir le réchauffement climatique, du seuil des dix ans pour sauver la planète, etc. S'il importe de prendre au sérieux le péril auquel nous sommes exposés, il convient néanmoins de travailler à se départir de notre obsession des points de non retour, des enchaînements catastrophiques inéluctables, etc., qui participent de ce que Albert Hirschman appelait une rhétorique réactionnaire, c'est-à-dire une procédure d'argumentation qui finit par nous convaincre de l'inanité de toute initiative et nous condamne à une inertie politique (Hirschman 1991).

L'on dira que telle est précisément la gravité de la situation dans laquelle nous sommes que toute initiative est effectivement vaine. Mais c'est là le second problème avec la façon dont nous configurons la crise écologique sous les espèces du réchauffement climatique, qui tient à ceci que la science dispose du quasi-monopole de la définition de ladite crise, comme si un parfait consensus

régnaient entre les scientifiques dans ce domaine, alors qu'ici comme partout elle est évidemment pétrie d'incertitudes.

Mais il y a une naïveté encore plus grande que celle qui consiste à croire que les données de la science sont en cette affaire au-delà de toute discussion, c'est celle qui consiste à croire que les désaccords que l'on constate entre différents pays ou entre différents individus au sujet du réchauffement climatique portent sur les données de la science: en fait, il est rare que l'on conteste l'exactitude de la détermination de l'absorption du rayonnement solaire par l'atmosphère, ou l'exactitude des relevés d'émissions de CO₂ dans l'atmosphère effectués par Guy Callendar au début du XXe siècle, etc., tout simplement parce que la plupart de ceux qui sont sensibles aux questions d'environnement n'en ont jamais entendu parler. Comme l'a très bien montré Mike Hulme (Hulme 2009), les raisons du désaccord sont en fait très différentes. Elles tiennent plutôt, par exemple, à la façon dont nous évaluons les risques encourus, et cette évaluation est elle-même tributaire de la façon dont une société détermine et hiérarchise les intérêts qui sont les siens. Elles tiennent aussi à la façon dont chaque société pose le problème de la crise écologique: le réchauffement climatique est-il "le plus grand et le plus large échec du marché jamais vu jusqu'à présent" (comme le dit le rapport Stern), ou bien soulève-t-il un enjeu moral en tant qu'il nous oblige à nous interroger sur le genre de rapports que nous soutenons avec la nature, ou bien soulève-t-il un problème religieux en mettant en cause le goût des satisfactions matérielles au détriment d'une réforme spirituelle, etc.?

En cette affaire, l'on a tendance à oublier un peu vite que le climat n'est pas et n'a jamais été dans l'histoire de l'humanité un phénomène exclusivement physique correspondant à la distribution statistique des conditions atmosphériques dans une région donnée pendant une période de temps donnée, mais qu'il a toujours été lié à un imaginaire de la pluie et du beau temps¹⁰. L'idée de climat est étroitement entremêlée à des cultures humaines. Décrire le climat, c'est toujours faire beaucoup plus que décrire certains attributs physiques de la planète sur laquelle nous vivons. L'idée de climat existe autant dans l'esprit humain, dans les matrices des pratiques culturelles, qu'à la façon d'une catégorie physique objective et indépen-

¹⁰ Voir sur ce point la belle étude de L. Boia 2004.

dante. Le climat est toujours pris dans un récit, il est le support d'une narration, il est une représentation culturelle.

Il faudrait pouvoir reconfigurer la crise écologique pensée sous les espèces du réchauffement climatique afin de pouvoir donner un sens à ce qui nous arrive et ainsi donner consistance au présent de l'action et de l'initiative. Si la science est seule à pouvoir poser le problème du réchauffement climatique, alors le risque est de revenir à un modèle de type technocratique où les citoyens seront dépossédés de toute initiative. Alors que faire? De manière toute programmatique, nous nous permettrons d'avancer les propositions suivantes, en les offrant bien évidemment à la discussion.

Tout d'abord, nous suggérons de nous habituer à penser qu'il y a non pas *un* point de bascule (les fameux deux degrés Celsius) mais *des* points de bascule d'une magnitude plus ou moins grande, situés à différentes échelles, allant de l'échelle écosystémique (celle où se produit l'extinction de certaines animales ou végétales) à celle de la biosphère (celle où se produit la fonte des glaces arctiques). Il faut à la fois parvenir à élargir le champ de l'action, et réussir à multiplier les seuils-critiques exigeant de notre part une vigilance permanente.

Ensuite, nous proposons de travailler à se défaire de cette représentation du réchauffement climatique qui tend à le rendre responsable de tous les maux (l'épuisement des énergies non renouvelables, la pauvreté endémique, la sécurité alimentaire, la déforestation des forêts tropicales, l'érosion de la biodiversité, etc.). Le réchauffement climatique est pensé comme une sorte de boîte de Pandore qui serait en fait la cause universelle et unique de tous nos problèmes. Ce faisant, nous nous sommes fabriqués un monstre politique, une hydre à mille têtes que nous ne pouvons pas combattre. Il faudrait revenir à l'une des règles de la méthode cartésienne: diviser les problèmes complexes en autant de problèmes plus simples qu'il le faudra, sinon pour les résoudre, du moins pour libérer un espace où une action peut être entreprise.

Enfin, nous invitons à élaborer un métarécit, c'est-à-dire une manière de configurer le problème de la crise écologique permettant de donner une consistance au présent de l'action et de l'initiative, qui ouvre un espace commun d'expérience. Il faudrait s'interroger sur l'apport du narratif au sein de la construction d'un agir commun. L'idée générale est que nous ne pouvons accéder à la représentation

de notre propre capacité d'initiative dans le monde sans le concours de cette fonction du possible pratique qu'est l'imagination. Ici la référence majeure, inattendue dans ce contexte puisque cet auteur n'a, à notre connaissance, jamais abordé les problèmes environnementaux, serait Paul Ricœur, dans l'œuvre duquel l'on pourrait trouver les éléments de cette poétique de la volonté dont l'écologie politique nous semble avoir le plus grand besoin.

Primljeno: 15. septembar 2011.

Prihvaćeno: 1. oktobar 2011.

Reference

- Boia, L. (2004) *L'homme face au climat. L'imaginaire de la pluie et du beau temps*, Paris, Les Belles Lettres.
- Chollet, M. (2004) „France: chercheurs et intermittents débattent de nouvelles formes de luttes“, *Le Courrier. Quotidien suisse et indépendant*, lundi 29 mars.
- Deleuze, G. (2003) *Pourparlers*, Minuit.
- Duclos, D. (1989) *La peur et le savoir: la société face à la science, la technique et leurs dangers*, Paris, La découverte.
- Hirschman, A. O. (1991) *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, tr. fr. P. Andler, Paris, Fayard.
- Hulme, M. (2009) *Why We Disagree About Climate Change: Understanding Controversy, Inaction and Opportunity*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Pignarre, P. (2005) „Avoir besoin que les gens pensent“, *Multitudes*, n°23: 127-34.
- Pignarre, P. Stengers, I. (2005) *La sorcellerie capitaliste. Pratiques de désenvoûtement*, Paris, La Découverte.
- Lascoumes, P. (1994) *L'éco-pouvoir. Environnements et politiques*, Paris, La découverte.
- Longeaux, N. De (2009) *La nature et la norme. La philosophie politique contemporaine face aux questions de l'écologie*, Paris, L'harmattan.
- Marx, K. (1965) *A propos de la question juive*, tr. fr. M. Rubel, Paris, Gallimard, La Pléiade.
- Marx, K. (1982) *L'idéologie allemande*, tr. fr. M. Rubel, Paris, Gallimard, La Pléiade.

- Roqueplo, P. (1993) *Climats sous surveillance. Limites et conditions de l'expertise scientifique*, Paris, Economica.
- Rumpala, Y. (2003) *Régulation publique et environnement. Questions écologiques, réponses économiques*, Paris, L'Harmattan.
- Sales, J.-M. (1991) „Décision en avenir controversé: la micro-économie, en jeu et langage des négociations“, dans *Environnement, science et politique. Les experts sont formels*, J. Theys (éd.), Paris, Germes.
- Starhawk, (2003) *Femmes, magie et politique*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond,
- Stengers, I. 1991. *Le défi hollandais*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond (en collaboration avec O. Ralet).
- Stengers, I. (2001) *Le Livre-Accès*, Paris, Le Cerisier,
- Stengers, I. (2009) *Au temps des catastrophes*, Paris, Les empêcheurs de tourner en rond/La Découverte.

Išam-Stefan Afeisa

O MOGUĆEM ILI SE GUŠIM! POLITIČKA EKOLOGIJA U VREMENU KATASTROFA

Apstrakt

Istorija političke ekologije kako se odvija u Francuskoj tokom poslednje dve decenije može da se protumači kao da je orijentisana na stalno ispitivanje naučne ekspertize i isključivom određivanju akcija koje treba preduzeti za suočavanje sa ekološkom krizom. Jedna takva evolucija je dobrodošla jer ona oslobađa prostor za razmišljanje i političku akciju. Međutim, aktuelna konfiguracija problema klimatskog zagrevanja je takva da preti da se izgubi ova prednost. Takođe potrebno je rekonfigurirati krizu ekološkog mišljenja u oblasti klimatskog zagrevanja da bi se dao smisao onome što nam se dešava kao i konzistentnost sadašnjim akcijama i inicijativi.

KLjučne reči: naučna ekspertiza, klimatsko zagrevanje, politička ekologija.

